

**Arrêté n° 13857/2025/12**

**prorogeant l'arrêté préfectoral autorisant  
le Syndicat Mixte Bil Ta Garbi  
à exploiter l'installation de stockage de déchets inertes  
située sur la commune de Navarrenx**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES  
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- Vu** le Code de l'environnement, et notamment son livre V, titre 1<sup>er</sup>,
- Vu** le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de Monsieur Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, sous-préfet de Pau,
- Vu** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination Monsieur Jean-Marie GIRIER préfet des Pyrénées-Atlantiques,
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2009-299-9 du 26 octobre 2009 autorisant la Communauté des Communes de Navarrenx à exploiter une installation de stockage de déchets inertes sur la commune de Navarrenx en application de l'article L. 541-30-1 du Code de l'environnement,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 64-2024-12-05-00001 du 5 décembre 2024 donnant délégation de signature à Monsieur Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques,
- Vu** le récépissé de changement d'exploitant n° 13857-18-11 du 24 août 2018 au bénéfice du Syndicat Mixte Bil Ta Garbi,
- Vu** la preuve de dépôt n° A-9-5WHOAGK89 du 30 octobre 2019 délivrée au Syndicat Mixte Bil Ta Garbi pour ses installations relevant de la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées,
- Vu** le dossier transmis par le Syndicat Mixte Bil Ta Garbi par courrier du 8 octobre 2024,
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement et le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel en date du 13 décembre 2024,
- Vu** la réponse formulée par l'exploitant par courriel du 13 janvier 2025,
- Vu** le rapport d'avis de l'inspecteur des installations classées en date du 15 janvier 2025,

**Considérant** que la capacité résiduelle disponible de l'installation de stockage de déchets inertes exploitée par le Syndicat Mixte Bil Ta Garbi à Navarrenx et les prévisions sur les tonnages attendus permettent d'assurer l'exploitation de 12 mois jusqu'au 26 octobre 2025,

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques,

## **ARRÊTE**

### **Article premier : Objet**

La durée de l'exploitation (15 années) accordées à compter de la notification de l'arrêté d'autorisation d'exploiter, figurant à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2009-299-9 du 26 octobre 2009 susvisé, est prolongée jusqu'au 26 octobre 2025.

Cependant, si la capacité résiduelle d'enfouissement du site est atteinte avant la date du 26 octobre 2025, le Syndicat Mixte Bil Ta Garbi doit cesser l'exploitation du site et en informer l'inspection des installations classées.

### **Article 2 : Information des tiers**

En vue de l'information des tiers :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Navarrenx et peut y être consultée par les personnes intéressées,
- 2° un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Navarrenx pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Navarrenx,
- 3° le même extrait est affiché en permanence, de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant,
- 4° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques qui ont délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 3 : Délais et voie de recours**

Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau :

- 1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie
  - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département des Pyrénées-Atlantiques.
- 2° par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **Article 4 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture dans les Pyrénées-Atlantiques, la sous-préfète d'Oloron-Sainte-Marie, la maire de la commune de Navarrenx, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la présidente du Syndicat Mixte Bil Ta Garbi.

Pau, le **124 JAN. 2025**

LE PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire général,  
  
**Samuel GESRET**

15 JAN 1952

Samuel GERRIT  
Le Secrétaire général,  
Pour le Président et par délégation